

Un enjeu à partager entre chercheurs et gestionnaires : biomasse et énergie

Le point de vue du propriétaire forestier

par Denis REVALOR

Le deuxième exemple d'enjeu à partager entre chercheurs et gestionnaires est celui de la biomasse énergie. En effet, la production d'énergie à partir de la biomasse forestière est une perspective très actuelle. Denis Revalor, après nous avoir décrit qui est le propriétaire forestier, nous donne la position de ce dernier sur cette question, mais aussi, bien plus largement, sur les relations qui le lient au monde de la recherche, dans la perspective de mieux valoriser les ressources forestières.

Qui est le propriétaire forestier ?

Rares sont les propriétaires forestiers par vocation, même si la tendance est à la hausse.

Le plus souvent, ils le sont devenus par héritage et la plupart sont des personnes âgées, peu enclines à entreprendre. Rares sont ceux qui en font une activité. Et qui dit héritage, dit morcellement.

Alors qui est le propriétaire forestier, de celui qui possède 1 500 m² au beau milieu d'une forêt ou de celui qui possède plusieurs hectares dans une zone rattrapée par l'urbanisation ?

Ainsi, selon les critères pris en compte, il y en aurait plus de 4 000 rien que dans les Bouches-du-Rhône, et de l'ordre de 100 000 pour l'ensemble de la forêt méditerranéenne.

Autant dire que ce n'est pas une catégorie socioprofessionnelle identifiable comme cible. C'est "Monsieur tout le monde". Il n'entend pas le langage du scientifique et n'est pas en mesure en retour de formuler directement ses attentes au chercheur¹. Il a besoin d'un médiateur, d'un vulgarisateur.

¹ - Lors des travaux préparatoires, il a été relevé que "... le système français fait qu'il y a ceux qui savent (organismes de recherche, élus) et les opérationnels généralement jugés trop bêtes pour avoir des besoins, et à qui il faut dire ce qu'ils doivent dire !". Assertion que l'on peut résumer en disant que ces derniers ont pu être présentés comme benêts.

Le profil-type du propriétaire forestier méditerranéen

70 % le sont devenus par héritage.
Les deux tiers sont des retraités.
26 % possèdent moins de 4 ha de forêt et 74 % moins de 25 ha.
Ils sont environ 100 000 en région méditerranéenne.
C'est « Monsieur tout le monde ».

Aujourd'hui la forêt méditerranéenne ne rapporte rien. Mais elle coûte.

Sur un cycle de 40 ans, l'exploitation "à la hussarde" peut rapporter de 3 à 6 euros/ha/an si l'on se contente d'extraire les billons commercialisables sans souci de l'état de la forêt après intervention : même pas de quoi payer le temps qu'il faut y consacrer.

Mais elle coûte au contraire encore 11 euros/ha/an, malgré les aides publiques, si on veut conduire correctement les opérations.

Ainsi, seules 25% des opérations atteignent l'équilibre.

Dès lors, toute volonté d'entreprendre se heurte à la loi du marché ; à la tentation de ne rien faire.

Mais c'est un phénomène récent : jusqu'à la fin de la seconde guerre, la forêt produisait de nombreux biens et services. Et si aujourd'hui tant de sites sont classés Natura 2000, c'est que tout en les exploitant, leurs propriétaires ont su jusqu'à présent les préserver. Ce sont eux les véritables acteurs de la protection de l'environnement.

Alors que veut le propriétaire ? Que cela ne lui coûte rien.

N'attendrait-il alors (plus) rien des scientifiques ?...

Trois pistes s'offrent à lui pour sortir de cette situation :

- soit un changement radical de la nature de sa forêt, qui la mette en production économiquement viable ;

- soit une meilleure valorisation des produits actuels ; par le regroupement de l'exploitation sur de plus grandes surfaces et l'évolution des conditions du marché ;

- soit la valorisation, enfin, des services aujourd'hui non marchands que la forêt procure à la société.

La première suppose un projet sylvicole crédible, tant sur le plan technique qu'économique, mais également un retournement de la pression sociale aujourd'hui vite alarmée

devant toute modification visible du milieu. Il fait certes appel aux connaissances agronomiques, mais également à l'écologie, à l'économie, à la cyndinique, à la sociologie.

La seconde a besoin de propositions convaincantes pour agir ensemble et d'une politique publique d'animation, soutenues d'un peu de visibilité sur les données économiques. Mais elle en appelle aussi à des avancées technologiques sur les matériels, à l'exploitation comme à l'aval (restructuration de la première transformation, amélioration des chaudières de faible puissance...).

La dernière a grand besoin des lumières des sociologues, des historiens et des géographes et sans doute d'autres disciplines des sciences humaines et sociales.

Quelles sont ses perspectives ?

Se présentent au forestier deux perspectives antinomiques.

Le dépérissement l'inquiète. Qu'il soit circonstanciel, lié à la sécheresse récurrente de 2003 jusqu'à cet automne, ou qu'il soit le signe avant-coureur du changement climatique, le dépérissement touche de plus en plus de sujets, voire de sites entiers.

Quelle sylviculture lui propose-t-on pour s'en accommoder, y faire face, s'adapter ? Plus précisément sur les court, moyen ou long termes, quelles coupes sanitaires à réaliser en urgence, quel équilibre des éclaircies entre régulation et concurrence hydrique, quelles évolutions des essences pour l'avenir ?

Avec le dépérissement, se multiplient les attaques de parasites opportunistes. Quelles réponses ?

Avec le Grenelle de l'Environnement, les Assises de la forêt ont quantifié la nécessité de mobiliser 12 Mm³ supplémentaires par an d'ici 2012, et 21 Mm³ à l'échéance de 2020.

La forêt méditerranéenne a sa part. Sans entamer l'existant, mais en ne prélevant que son accroissement naturel, elle peut apporter de l'ordre d'1,1 Mm³ en bois d'œuvre et 1,2 Mm³ en bois-énergie, si l'on croise les résultats des études sur le sujet commandées par le gouvernement au Cemagref et au FCBA².

Pour tendre vers ces objectifs, il faudra mobiliser les bois de zones entières délaissées ; en particulier sur les pentes et autres

2 - Malheureusement, aucune ne présente ses résultats par région climatique et la capacité de réponse de la forêt méditerranéenne (pour-tant spécifique puisque réputée faible) ne peut qu'être interpolée. Dans un document récent, l'OFME propose une évaluation régionale qui conduit sensiblement aux mêmes estimations.

parcelles jugées aujourd'hui trop difficilement exploitables.

Là où hier on débardait avec les mulets, aujourd'hui les porteurs s'avèrent trop encombrants. Au Canada, qui n'est pourtant pas réputé pour être sous-développé, on continue d'avoir recours au cheval dans ces types de reliefs. Devra-t-on faire de même ? Sinon, il faudra bien réinventer les techniques et les équipements adaptés.

Dans cet enjeu de mobilisation, les propriétaires forestiers voient trois opportunités, dont ils voudraient faire trois ambitions.

Répondre à la demande

Tout d'abord, répondre à la demande. Ils ont fait le choix d'offrir dès à présent des quantités disponibles importantes de bois-énergie sous forme de plaquettes, selon les deux modes de diffusion : les circuits courts d'économie locale, comme l'approvisionnement d'unités importantes consommant plus de 300 000 t/an. Mais pour l'instant, faute d'une volonté politique partagée, seuls quelques sites de l'ordre du MWh fonctionnent, au plus grand bénéfice de leur économie locale.

Réduire la biomasse

Ensuite, réduire la biomasse, tant il est vrai que face à l'abandon de nos forêts, toute action de gestion bénéficie à la prévention (et non à la défense) de la forêt contre l'incendie. De ce point de vue, les forestiers souhaitent que les aides publiques à la DFCI puissent accompagner les investissements participant à la mobilisation de la biomasse, comme toute autre mesure de prévention.

Réduire la biomasse, c'est aussi rouvrir le milieu, et favoriser la biodiversité.

Relancer une dynamique de gestion

Enfin, la meilleure valorisation des produits, à commencer par celles des rémanents, permet de relancer une dynamique de gestion.

A son tour celle-ci induit au fil des interventions, une amélioration de l'exploitabilité de la forêt, permettant la relance d'une véritable sylviculture au bénéfice de la forêt de demain.



Pour conclure

Je ne sais pas parler la langue indispensable aux publications de rang A, mais j'espère avoir fait toucher du doigt en quoi les forestiers veulent saisir cette opportunité, et pour cela en appellent :

- aux agronomes, un peu ;
 - beaucoup aux économistes, écologues, géographes et sociologues,
- pour peu que la forêt (l'espace du dehors) ne soit pas hors champ des scientifiques et, avec leur aide et leurs arguments, des politiques.

D.R.

Photo 1 :

Pour pouvoir saisir l'opportunité d'une meilleure mobilisation des bois de leur forêt, les propriétaires en appellent aux chercheurs, pour que la forêt méditerranéenne ne reste pas hors champ des scientifiques. Ici, propriété privée dans le Var, faisant office de champ d'expérimentation.
Photo DA

Sources

Enquête SPFS 13 - 2005
Vallet, Ginisty, Chabé-Ferret, Chauvin et Levesque - Biomasse disponible pour de nouveaux usages énergétiques et industriels, CEMA-GREF octobre 2007
Laurier, Le Net et Thivolle - Évaluation de l'emploi lié à la mobilisation de bois supplémentaire 2012 et 2020, FCBA juin 2008
Synthèse des gisements disponibles pour une valorisation énergétique - OFME septembre 2008

Denis REVALOR
Propriétaire forestier
13840 ROGNES
Mél : denis.revalor@wanadoo.fr

Résumé

Il y aurait environ 100 000 propriétaires forestiers pour l'ensemble de la forêt méditerranéenne. Rares sont les propriétaires forestiers par vocation. Le plus souvent, ils le sont devenus par héritage. Ce n'est donc pas une catégorie-cible identifiable, c'est monsieur tout le monde, qui ne comprend pas le langage du spécialiste et est incapable, en retour, de s'adresser à lui. Il a besoin d'un médiateur, d'un vulgarisateur.

Quels sont ses objectifs ? Que sa forêt ne lui coûte rien, ce qui est souvent synonyme de non-gestion. Pour sortir de cet immobilisme, il faut : soit un changement radical de la nature de sa forêt qui la rende économiquement viable ; soit une meilleure valorisation des produits actuels sur le marché ; soit la valorisation des services non marchands que la forêt procure à la société.

Chacun de ces scénarios fait appel aux connaissances agronomiques, mais également à l'écologie, à l'économie, à la cyndinique, à la sociologie ou aux géographes. Ils supposent également des avancées technologiques sur les matériels, à l'exploitation comme à l'aval.

Face aux objectifs actuels de plus grande mobilisation des ressources forestières, les propriétaires forestiers voient trois opportunités : répondre à la demande, en offrant dès à présent des quantités importantes de bois-énergie sous forme de plaquettes ; réduire la biomasse et participer ainsi à la DFCI ; mais aussi rouvrir le milieu et favoriser la biodiversité.

Enfin, la meilleure valorisation des produits permet de relancer une dynamique de gestion, amorçant la relance d'une véritable sylviculture au bénéfice de la forêt de demain.

Summary

A challenge to be shared between scientists and managers: biomass and energy - The forest landowner's viewpoint

It would appear there are around 100,000 landowners of Mediterranean forests and woodlands. Owners by chosen vocation are very rare; mostly they have inherited their woodlands. Thus, forest landowners do not make up a clearly definable category but are, rather, "common-or-garden" citizens who do not understand specialist language and are incapable of replying to experts in kind. These people need someone to explain matters, a go-between.

What is such an owner's aim? That his/her woodlands involve no costs, which is tantamount to saying they are left unmanaged.

To rid forests of such immobility will entail either: a radical change in the nature of the forests which would make them profitable; a better sale price for existing products in present markets; or making advantageous use out of the non-commercial services that forests and woodlands provide to society as a whole.

Each of these scenarios would need to call on knowledge not only of agronomy but, also, of economics, risk analysis, sociology and geography. They also imply technological advances in equipment, in actual forestry operations as well as downstream.

Given current objectives involving greater mobilisation of forestry resources, forest landowners see three opportunities: meet demand by supplying large quantities of wood-energy right now in the form of chip blocks; reduce the biomass and in this way contribute to wildfire prevention; but, also, open up habitats and so favour biodiversity.

Finally, increased return on products will boost a management dynamic that will trigger off genuine silviculture to the benefit of tomorrow's forests.